

ÉNERGIE:

Ouverture à Alger des travaux du Sommet «Algeria Future Energy»

Le coup d'envoi des travaux du Sommet «Algeria Future Energy» a été donné dimanche à Alger en présence du Premier ministre Ahmed Ouyahia et du ministre de l'Energie, Mustapha Guitouni.

Co-organisé par le groupe national des hydrocarbures Sonatrach et la société britannique de conférences, d'expositions et de formation sur l'énergie et les infrastructures CWC, avec la participation active de Sonelgaz, le sommet du pétrole et du gaz se tient sous le thème de «la diversification, l'innovation et l'investissements».

Cet événement regroupe des leaders mondiaux de l'industrie des hydrocarbures et des énergies renouvelables, ainsi que plusieurs ministres de l'Energie et les secrétaires généraux de l'OPEP et du Forum des Pays Exportateurs de Gaz (GECF). Cette plateforme de discussions, axée sur l'investissement et la politique énergétique de l'Algérie, permettra de partager les points de vue des différents acteurs mondiaux de l'industrie du pétrole et du gaz.



OUYAHIA:

«Développer les capacités énergétiques pour les besoins nationaux et internationaux»

Le Premier ministre Ahmed Ouyahia a expliqué hier à Alger la politique énergétique de l'Algérie visant à développer ses capacités de production énergétique pour non seulement répondre aux besoins nationaux mais aussi pour contribuer à répondre à la demande mondiale en énergie.

«L'Algérie entend développer ses capacités de production énergétique pour satisfaire les besoins de son développement national mais aussi pour contribuer davantage à l'approvisionnement du marché mondiaux», a-t-il indiqué lors de l'ouverture des travaux du Sommet «Algeria Future Energy» qui regroupe les leaders mondiaux de l'industrie des hydrocarbures et des énergies renouvelables, ainsi que les ministres de l'Energie de plusieurs pays et les secrétaires généraux, respectivement, de l'OPEP et du Forum des Pays Exportateurs de Gaz (GECF).

Le Premier ministre a, à ce titre, relevé qu'au niveau mondial, la demande en énergie, qui a déjà doublé ces vingt dernières années, doublera encore à l'horizon 2040, alors qu'il est enregistré «une réduction accélérée des réserves d'énergies fossiles (mondiales) qui, au rythme de consommation actuelle, s'épuiseront à la fin de ce siècle».

Qui plus est, a-t-il poursuivi, toute la planète est confrontée à une «sérieuse menace» sur le climat: «un défi qui valorise davantage les énergies propres dont le gaz naturel et les énergies renouvelables».

Citant l'Algérie, M. Ouyahia a avancé qu'elle verrait sa demande interne en énergie croître de 20% à l'horizon 2040, alors que ses besoins en revenus attendus des hydrocarbures «demeureront importants» pour la poursuite du développement du pays.

Pour le Premier ministre, tels sont les défis que l'Algérie entend relever avec le concours de ses partenaires extérieurs à travers une démarche articulée autour de quatre grands axes.

Le premier axe est le renouvellement et la diversification des ressources énergétiques de

l'Algérie: «Il s'agira d'abord d'augmenter nos capacités de production d'énergie conventionnelle grâce à une plus large prospection du domaine minier qui s'étendra au nord du pays y compris à notre espace maritimes», a-t-il détaillé.

Il s'agira également de valoriser les ressources énergétiques non conventionnelles du pays, dont la prospection et l'exploitation seront, a-t-il assuré, «entourées du plus grand soin pour préserver l'environnement».

La mise en valeur des ressources énergétiques non conventionnelles nationales s'accompagnera également du développement d'un environnement local industriel et de services, générateur de dizaine de milliers d'emplois pour les jeunes. Aussi, il s'agira de promouvoir l'exploitation des énergies renouvelables, un domaine où l'Algérie a déjà adopté un ambitieux programme auquel le groupe Sonatrach sera associé pour mobiliser des partenaires extérieurs dans la production et la construction d'une industrie locale des intrants nécessaires, a insisté le Premier ministre.

Selon lui, le gouvernement entend aller de l'avant dans cette bataille de l'énergie solaire renouvelable «comme il est allé de l'avant, avec succès, dans la bataille du dessalement de l'eau de mer», en mobilisant, à cette fin, les soutiens, les incitations et les subventions nécessaires. Explicitant le deuxième axe, M. Ouyahia a précisé qu'il porte sur le développement de nouveaux débouchés pour la production d'énergie.

A ce titre, des efforts sont en cours et seront soutenus pour «augmenter les capacités de transport des gazoducs de l'Algérie vers l'Europe», a-t-il avancé.

De surcroît, à moyen et long termes, l'Algérie travaillera également à promouvoir l'exportation de l'énergie solaire vers ses voisins y compris européen, a ajouté M. Ouyahia.

Quant au troisième axe, il concerne le développement de l'industrie pétrochimique, et ce, en aval de la production

d'hydrocarbures: «C'est là un objectif stratégique pour l'Algérie qui entend contribuer ainsi à la promotion de nombreuses autres industries déjà naissantes dans le pays».

A ce propos, il a salué le récent partenariat conclu entre Sonatrach et le groupe français Total pour la construction d'un complexe de production de polypropylène.

Abordant le quatrième axe, le Premier ministre dira qu'il porte sur l'amélioration de l'efficacité et de la productivité de l'outil national dans le domaine des industries des hydrocarbures: «Il s'agira de recourir aux technologies les plus avancées et d'améliorer la performance des entreprises».

A ce titre, le gouvernement soutient le plan de modernisation du groupe Sonatrach».

Sur le plan législatif, il a indiqué que le gouvernement se penche actuellement sur la mise à jour de la Loi sur les hydrocarbures, qui aboutira dans quelques mois, avec comme objectif l'amélioration de l'attractivité de l'exploration et de l'exploitation du domaine minier.

Face aux dirigeants des plus importantes compagnies énergétiques mondiales présentes à ce sommet de l'énergie (Eni, Total, Repsol, Cepsa, Saipem...), M. Ouyahia a affirmé que «c'est un message de sérénité envers le reste du monde de la part d'un pays qui construit son propre avenir dans un esprit de partenariat, de respect des engagements et de contribution à la construction d'un monde de paix, d'harmonie et de coopération».

Les importants atouts dont dispose l'Algérie

Lors de son intervention, M. Ouyahia a tenu à mettre en exergue, devant le gotha du monde de l'énergie, les atouts importants de l'Algérie dont son potentiel énergétique.

A ce propos, le Premier ministre a notamment cité les infrastructures de base, un développement humain qui a déjà concrétisé les Objectifs du développement du millénaire de l'ONU (ODM) avec, à titre

d'exemple, près de deux millions d'étudiants et 50 universités, un développement industriel en cours dans plusieurs secteurs, dont celui des hydrocarbures qui est le plus avancé, un marché de 40 millions d'habitants, un taux proche de 100% en matière de raccordement des foyers à l'électricité et un taux de près de 60% des foyers raccordés au gaz naturel avec une dynamique de croissance soutenue en la matière, une solvabilité financière extérieure importante avec une dette extérieure équivalente à moins de 3% du PIB, alors que les réserves de change représentent près de 20 mois de couverture des importations.

Faisant le point sur l'important potentiel énergétique national, il a cité les réserves prouvées d'hydrocarbures conventionnelles de 4.000 milliards de tonnes équivalent pétrole (Tep) dont 2/3 de gaz et un domaine minier de 1,5 million km2 dont près de 2/3 ne sont pas encore explorés.

Il s'agit également des grandes réserves de ressources énergétiques non conventionnelles pour lesquelles les agences spécialisées classent l'Algérie au 3ème rang mondial, ainsi que d'un gigantesque potentiel d'énergies renouvelables, notamment solaire, et la proximité des marchés européens auxquels l'Algérie est déjà reliée par des gazoducs.

Plus encore, l'Algérie dispose de capacités appréciables pour la liquéfaction du gaz naturel et son expédition vers des contrées lointaines, a-t-il rappelé, en précisant que le pays se distingue aussi par une politique énergétique «soucieuse de la protection de l'environnement».

Pour M. Ouyahia, «parler de l'avenir énergétique de l'Algérie, c'est parler des moyens pour mon pays de poursuivre son processus de développement et de diversification économiques et d'avancées sociales, car les hydrocarbures contribuent encore à hauteur de 40% aux recettes du budget de l'Etat et représentent toujours plus de 90% des revenus extérieurs du pays».